



Accès des populations pauvres aux services socio-économiques de base

**FAURE GNASSINGBÉ
LANCE DEUX PROJETS
À YAKA-CENTRE DANS
LE DOUFELGOU P.3**

Promouvoir la paix à travers le football

**LA DIASPORA TOGOLAISE
RÉSIDENT AU USA LANCE
LE TOURNOI DU 5 FÉVRIER P.7**

N°562 du 07 Février 2018/Prix: 250 Fcfa

LE MESSENGER

Hebdomadaire Togolais d'Informations Générales et de Publicités

www.lemessenger-actu.com

Récépissé N° 259/21/04/HAAC
Maison de la presse, casier N° 61
Directeur de Publication
Tchaboré Bouraïma

Contact: 90 04 71 59
E-mail:
tchaboremessenger@yahoo.fr
Imprimerie: RAD-GRAPHIC

Pour tout renseignement, information ou conseil
contacter le centre d'appel au N° VERT

8201*

* Disponible tous les jours et heures ouvrables

OTR
FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Crise sociopolitique et dialogue en perspective P.3



QUI VEUT TORPILLER LES DISCUSSIONS?

BPEC désormais aux mains de Sunu-Investment Holding

LES RAISONS D'UN RACHAT

POSSIBILITÉ QUE LA BANQUE DÉGAGE UN RÉSULTAT POSITIF POUR LE COMPTE DE L'ANNÉE 2017 P.6



Loi des finances 2018

LES CHEFS D'ENTREPRISE DU SECTEUR PRIVÉ ÉDIFIÉS P.2

Loi des finances 2018 LES CHEFS D'ENTREPRISE DU SECTEUR PRIVÉ ÉDIFIÉS

Expliquer aux opérateurs économiques du secteur privé, les mesures fiscales d'allègement contenues dans la loi des finances exercice 2018, c'est l'objectif que poursuit le Conseil National du Patronat du Togo (CNP-Togo), qui a organisé le jeudi dernier, un petit déjeuner d'Affaires à Lomé. « *Loi des finances 2018 et politique fiscale du gouvernement* », c'est le thème autour duquel le débat a tourné.

Appuyés par certains membres du gouvernement dont le ministre des Finances, Sani Yaya et sa collègue du Commerce Bernadette-Balouki Legzim, le commissaire général par intérim de l'Office Togolais des Recettes (OTR) Kodjo Adédzé, et le commissaire des impôts, Essowavana Adoi, ont expliqué aux chefs d'entreprise, les différentes mesures d'allègement fiscales, et l'objectif et le but visés par le gouvernement.

« *Il s'agit de faire du Togo, un pays dont l'environnement des affaires est de plus en plus compétitif* » a indiqué le ministre Sani. Pour le ministre, ce sont de gros gestes pour donner un signal fort au secteur privé, qui est un maillon important dans la politique du développement du pays. Pour le ministre, l'ambition du gouvernement est de voir un secteur privé togolais fort, riche, capable et résilient. Ce qui balisera la voie à un partenariat solide entre le privé le public dans la



réalisation des projets.

Il a en outre salué le président du Patronat pour cette initiative et surtout pour ses actions menées dans le cadre de la bonne tenue de la rencontre.

Pour le ministre, aussi bien le chef de l'Etat que le premier ministre, chacun, apprécie l'initiative du CNP-Togo.

Pour le commissaire général de l'OTR, le ministre de l'économie et des finances, œuvre chaque jour afin qu'il y ait véritablement de bons rapports entre la structure OTR et les opérateurs économiques.

Les différentes exposés ont permis d'établir les allègements fiscaux, en grandes parties notamment la fiscalité de porte et les

impôts.

Pour la fiscalité de porte, le commissaire général par intérim de l'OTR, est revenu sur la question concernant la taxe portant sur le laisser-passer, qui a besoin de base juridique, rassurant le règlement de la question à partir du vote de la loi de finances gestion 2018, qui permet également d'apporter des correctives pour que le Togo soit plus en phase avec les directives de l'UEMOA ;

S'agissant des impôts, M. Adoi a axé son exposé sur les dispositions permettant l'élargissement de l'assiette fiscale et certaines mesures en faveur du climat des affaires.

L'on notera tout de même l'exonération des droits

d'enregistrements et droits de timbres.

Les responsables de l'OTR, ont vivement souhaité que les chefs d'entreprises outillent leurs agents, afin que les états financiers de l'année 2018 respectent les nouvelles formes incluant les dispositions intégrant les normes de l'OHADA.

Entre autres mesures d'allègement, la baisse de l'Impôt sur les Sociétés (IS), qui passe de 29% à 28% en 2017 et 2018 et probablement une nouvelle baisse de l'IS à 27% d'ici peu ainsi qu'une refonte générale du code des impôts.

Concluant les débats, le ministre Sani Yaya a rassuré du travail qui se fait au plus haut niveau en vue d'élargir

la base fiscale. Pour lui l'Office Togolais des Recettes fait preuve de créativité et de réactivité en matière de niches fiscales afin de desserrer l'étau et parvenir à une politique qui permette à l'état de mieux compter sur les entreprises dans leur quête quotidienne d'investissement en vue du développement du pays.

Se félicitant de la qualité des échanges et du débat qui ont eu lieu dans un esprit de fraternité et de cordialité, le ministre Sani a remercié les participants qui ont, dans leurs interventions, permis de lever des zones d'ombres et d'apporter des clarifications sur le thème retenu.

« *Le Gouvernement avec la force et la détermination qu'il faut, soutiendra toujours le secteur privé* », a rassuré le ministre.

Auparavant, c'est le président du CNP-Togo Coami Tamegnon, qui a dans son intervention, remercié les membres du gouvernement et les chefs d'entreprise du secteur privé pour leur disponibilité. Il a souhaité que le pays retrouve l'apaisement pour que le climat des affaires puisse retrouver sa sérénité.

Était également présent, le ministre du Tourisme, Ihou Attigbé.

C'est la première fois qu'une telle initiative a lieu. D'autres pourraient suivre à en croire le président Tamegnon.

LM

23e conférence des Lions clubs d'Afrique L'ONG VISE 30 000 ADHÉRENTS D'ICI 2019

Le premier ministre, Komi Sélom Klassou a ouvert jeudi à Lomé la 23e Conférence africaine des Lions Clubs autour du thème, "nous servons mieux ensemble". 500 à 600 Lions y prennent part à cette rencontre.

« *Nous sommes à Lomé pour se retrouver entre Lions d'Afrique ainsi que les amis lions des autres continents pour célébrer notre 23e conférence* » a déclaré Alexis-vincent Gomès, président Afrique des Clubs Lions au cours d'une conférence de presse tenue quelques heures avant l'ouverture officielle.

Pendant les trois jours qu'a duré la conférence, les participants vont ont débattu de la façon d'exprimer la puissance du 'oui' c'est-à-dire la volonté des lions de servir comme l'indique la devise du club. Les Lions d'Afrique veulent également à travers la rencontre de Lomé communiquer davantage afin



d'accroître leurs effectifs pour atteindre 30 mille personnes d'ici 2019 contre 28 mille actuellement.

« *L'unité est nécessaire partout où il y a des hommes. Lorsqu'ils sont ensemble, lorsqu'il y a l'unité autant dans une famille, un couple, une cité ou un pays, on est fort et on peut aller bien loin ensemble* », a précisé M. Gomès.

Lions clubs sont des associations

d'hommes et femmes, qui sont des bénévoles et qui consacrent leurs temps autour de l'amitié et à penser à comment œuvrer pour servir la cité, leurs clubs et organiser des œuvres sociales d'aide aux personnes démunies. Le club intervient par exemple dans des actions comme la lutte contre la cécité, et très prochainement un programme sera lancé pour lutter contre le diabète.

Pour le président international des Lions Clubs, Naresh Aggarwal, présent à Lomé, le service aux autres définit ce que représentent les lions dans le monde.

« *C'est la raison même pour laquelle nous existons en tant qu'organisation mondiale. Un Lions club rassemble les gens. Et quand les gens se réunissent, de grandes choses deviennent possibles. Des amitiés se forment, des leaders émergent, des communautés sont créées et des plans sont élaborés. Mais tout se résume à une chose : le service. Notre objectif unique en tant que Lions est - et a toujours été - de fournir des services aux personnes dans le besoin* », a-t-il souligné.

Une délégation des participants à la rencontre de Lomé ont rencontré le chef de l'Etat Faure Gnassingbé au cours d'une audience officielle.

Charles

Crise sociopolitique et dialogue en perspective QUI VEUT TORPILLER LES DISCUSSIONS?

Alors que le dialogue entre les acteurs politiques s'ouvre le 15 février prochain en vue d'une sortie de crise née des dissensions sur les réformes politiques, des craintes d'un dialogue mort-né se font déjà sentir. Ceci, au regard de plusieurs déclarations émanant de certains responsables de la coalition des 14 partis politiques de l'opposition.

En effet, le communiqué des représentants des médiateurs dans cette crise rendu publique à la veille des manifestations de rues prévues par l'opposition et le pouvoir stipulait clairement que dès sa signature et sa publication, l'on devrait arrêter lesdites manifestations de rues. Malheureusement, cela n'a pas été respecté et la coalition a été la première à violer la disposition en refusant de surseoir à sa marche qui était prévue pour le samedi 2 février 2018. Ce qui fut fait. Premier signe annonciateur des difficultés qui attendent les médiateurs.



Jean-Pierre Fabre

Pire les déclarations faites par Jean-Pierre Fabre et Brigitte-Kafui Adgjamagbo au sujet des manifestations de rues, n'augurent pas des lendemains meilleurs pour un aboutissement heureux du dialogue.

Invitée lundi dernier sur une radio de la place, la coordinatrice de cette coalition, Adjamagbo-Johnson, a affiché une farouche opposition à une disposition du communiqué des émissaires des présidents médiateurs dans la crise togolais à savoir, la suspension des manifestations publiques à compter de la publication de



Jean Kissi

la date du dialogue et ce jusqu'à sa tenue et pendant son déroulement. Et pourtant, elle était bien présente lorsque le communiqué avait été signé et approuvé par les médiateurs et par elle-même.

«... le droit de manifester est réservé aux Togolais. Et donc c'est celui qui bénéficie de ce droit est en droit de décider quand il veut en user et de quand il ne veut pas en user. Nous restons les seuls à déterminer comment utiliser ce droit. Les médiateurs sont eux aussi dans leur rôle », déclarait-elle.

Jean-Pierre Fabre, le leader de l'ANC et chef de file de l'opposition, l'avait aussi clamé samedi dernier au point de chute de leur marche. « C'est notre droit de manifester », récusant implicitement le communiqué des médiateurs.

Par ailleurs, depuis quelques jours, alors que le gouvernement tente de calmer le jeu à travers des déclarations pour rassurer les populations (confère interview du ministre Bawara accordée à notre confrère de savoirnews.info), certains responsables de la coalition

par contre multiplient les sorties tapageuses teintée de menaces avec à la clé, les éternelles préalables.

Intervenant le dimanche dernier sur RFI, Jean-Pierre a laissé entendre que la coalition n'hésitera pas à quitter la table de négociation, si les préalables ne sont pas traités au prime à bord, lors des discussions.

Au même moment des informations circulent sur les réseaux sociaux et font état de la volonté manifeste du chef de file de l'opposition à passer par tous les moyens pour torpiller les discussions.

L'altercation entre lui et Jean Kissi, un membre du CAR, parti membre de la coalition et qui est rapportée par le confrère Têko Firmin est une illustration que le leader de l'ANC est déterminé semble déterminé à foutre la merde durant les discussions.

Vivement que la raison puisse le dominer.

LM

Accès des populations pauvres aux services socio-économiques de base FAURE GNASSINGBÉ LANCE DEUX PROJETS À YAKA-CENTRE DANS LE DOUFELGOU

Le président Faure Gnassingbé a procédé ce mardi à l'École primaire publique de Yaka centre (Préfecture de Doufelgou) au lancement officiel de deux projets sociaux à savoir les projets Filets sociaux et services de Base et opportunités d'emplois pour les jeunes vulnérables.

Le projet de Filets Sociaux et des Services de Base financé par la Banque Mondiale sur un don de 29 millions de dollars (environ 17,5 milliards) va aider le Togo à poursuivre ses efforts visant à fournir l'accès des populations pauvres aux services socio-économiques de base et à la protection sociale.

Le second, le projet Emploi des



Jeunes Vulnérables également financé toujours par la Banque mondiale sur un don de 15 millions de dollars (environ 9 milliards de

francs CFA) va aider le gouvernement à offrir des opportunités économiques à des jeunes (15-35 ans) vivant dans les communautés pauvres des cinq régions du pays et qui n'ont pas terminé l'enseignement primaire ou qui peuvent avoir des handicaps.

Ce projet s'appuie sur l'expérience acquise dans le cadre de l'approche communautaire adoptée par le Projet Education et Renforcement Institutionnel (PERI 1 et 2), et par le Projet de Développement Communautaire et de Filets Sociaux (PDCplu), tous deux financés par la Banque mondiale.

La Rédaction

Crise sociopolitique

LES FEMMES ET LES JEUNES DE LA MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE FORTEMENT ENGAGÉS POUR LA PAIX DANS LE PAYS

Alors que la coalition des 14 partis politiques de l'opposition appelaient leurs militants et sympathisants à descendre dans les rues pour manifester contre le pouvoir, les femmes et les jeunes du parti Union pour la République (UNIR), majorité au pouvoir, ont organisé deux manifestations pour soutenir la politique de paix, et prôner le vivre ensemble, un idéal cher à leur leader, Faure Gnassingbé, président de la République.

« Heureux ceux qui créent la paix autour d'eux car Dieu les appellera ses fils ».

C'est autour de ce verset plein de sens choisi dans Mathieu au Chapitre 5 que le Mouvement des femmes pour Unir (MFU) a organisé le samedi à Lomé une prière œcuménique sur l'esplanade de Canal Olympia. Une prière d'action de grâce qui a réuni les femmes de toutes les confessions religieuses et qui s'est déroulée en présence des cadres du parti



présidentiel, Union pour la République (Unir) et des centaines de militantes et sympathisantes.

Organisée en ces temps de crise politique et d'instabilité, la prière a servi d'occasion pour les pasteurs, évangélistes et imams d'implorer la miséricorde de Dieu sur le pays afin qu'il soit épargné de toutes sortes de violences et de haine, empêchant le vivre ensemble.

Pour la présidente, du Mouvement des Femmes pour Unir (MFU), association initiatrice de l'évènement, Lawson Raymonde De

Souza, chaque togolais a reçu la mission divine d'être un artisan de paix, et c'est pour rendre grâce à Dieu qui a donné à la nation togolaise la vraie paix et la stabilité, facteurs incontournables pour la prospérité que cette prière a été organisée. Elle a appelé toutes les togolaises et togolais à l'amour fraternel, à la cohésion sociale et à l'unité nationale.

« Nous clamons haut et fort que le Togo est une grande famille, une nation bénie, seule indivisible, et nous avons l'impérieux devoir de soutenir le Chef de l'Etat dans ses efforts inlassables pour le

bien-être de tous les citoyens », a-t-elle laissé entendre.

La prière a permis également à tous les participants de confier tous les acteurs politiques au Seigneur afin que l'Esprit Saint les éclaire et leur inspire de bons choix. Sur le Togo tout entier, il a été imploré la main puissante de Dieu.

Quelques jours plutôt, plus précisément, le 31 janvier 2018, c'est une rencontre d'échanges entre jeunes qui s'est tenue sur le terrain de Forever, à Lomé. L'initiative venait du Mouvement des Jeunes pour UNIR (MJU) et vise à sensibiliser la jeunesse togolaise sur les vertus de paix et de cohésion nationale, gages de tout développement, comme le dit le thème de la rencontre, "Jeunesse engagée pour la paix".

Pour le délégué national à la mobilisation du mouvement, Noël de Pounk'n, il s'agit d'attirer l'attention de la jeunesse sur le danger et les risques encourus lorsqu'elle

se laisse aller à de la manipulation politique, œuvre de certains responsables de formations politiques qui n'ont d'autres visées que la déstabilisation du pays.

« Nous remercions cette population jeune, le vrai peuple, qui s'enthousiasme toujours pour les manifestations organisées par le parti Unir », a-t-il dit.

« Le Mouvement des Jeunes Unir veut œuvrer à la satisfaction des aspirations de la jeunesse en toute responsabilité et maturité », a déclaré la déléguée nationale adjointe du mouvement Mazamesso Assih, avant de rappeler les jeunes au travail, à l'excellence, et au partage des idéaux du Chef de leur grand parti Unir, Faure Gnassingbé.

Le meeting a été ponctué de danses, des messages d'encouragement aux jeunes.

Charles

Média

LANCEMENT DU CONCOURS LES « LAURIERS DU JOURNALISME D'IMPACT AU TOGO »

La Délégation de l'Union Européenne, l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique, l'Ambassade de France, et l'Ambassade d'Allemagne ont procédé hier mardi au lancement de la première édition d'un concours à l'intention des hommes de média, baptisé, « Lauriers du journalisme d'Impact au Togo ».

Ce concours créé par les initiateurs dans le cadre du renforcement de l'amitié avec le peuple togolais a pour but de renforcer l'esprit de professionnalisme chez les journalistes togolais, précise le communiqué de presse rendu public à cet effet.

Il vise à reconnaître le travail méritant d'une importante partie de la presse qui se bat pour diffuser des publications suffisamment renseignées, informatives et pédagogiques, et ensuite à pousser les acteurs de la presse à un saut qualitatif.

« Nous sommes fiers de mettre sur pied ce prix avec les autres ambassades et l'école ISICA. Avec ce

prix nous espérons au fil des années permettre aux journalistes togolais d'adopter des valeurs de crédibilité du quatrième pouvoir », a déclaré lors de la cérémonie, David Gilmour, ambassadeur des USA.

Les articles devront porter sur des thématiques comme le développement et la réduction de la pauvreté, la bonne gouvernance financière, la santé, l'éducation, la protection de l'environnement, la démocratie et l'Etat de droit. Des sujets qui seront jugés sur la base de la qualité professionnelle et l'originalité.

Les prix qui dotent le concours permettront aux lauréats d'améliorer leur équipement et d'avoir la possibilité d'échanger hors du Togo avec leurs confrères européens et américains.

La cérémonie a connu la participation du ministre de la communication, Guy Lorenzo et les membres de l'instance de Régulation des médias au Togo, la HAAC.

Charles

« Le journaliste ne doit pas confondre son rôle à celui du politique »

(Michel Olabi Ire da Cruz)

Les étudiants de l'Ecole supérieure des techniques et arts de la communication (ESTAC) ont suivi le vendredi 2 février dans l'enceinte de leur école, une première conférence de l'année sous le thème 'la responsabilité sociale du journaliste dans la gestion des conflits'.

L'orateur principal, le consultant Michel Olabi Ire da Cruz a pendant trois heures de temps livré à l'assistance les secrets pour être un bon journaliste et assurer une réussite professionnelle ainsi que de sa carrière.

Pour ce dernier, le paysage médiatique actuel du Togo doit être réformé pour un retour aux idéaux du métier guidé par le respect des lois et dispositions régissant le secteur.

Le journaliste ne doit pas être dans la posture de combattant dans ses écrits mais de médiateur', a-t-il dit tout en appelant les concernés à plus de responsabilité dans le traitement des sujets.

'Un bon journaliste doit prendre le temps de bien recouper ses informations pour éviter de mettre de la poudre au feu. En temps de crise, il doit

œuvrer par ses écrits à l'apaisement et non à raviver la tension, bien jouer son rôle de médiateur et ne pas le confondre à celui du politique', a souligné M. da Cruz.

Le politique travaille pour la conquête du pouvoir et il travaille, tient des propos qui vont dans l'atteinte de son objectif et ce n'est pas au journaliste de servir de caisse de résonance à ce dernier', a-t-il nuancé.

Pour sa part, Balogou Donko, directeur de l'ESTAC, a souligné avoir choisi un tel thème pour la conférence parce qu'il renvoie le journaliste à son rôle dans la société à savoir de médiateur et de vecteur de l'apaisement devant les différentes positions au moment de paix et de conflit.

'Le journaliste dans ses écrits, commentaires et au cours des débats doit insister et employer des mots apaisants. En tant que médiateur, il doit rapprocher les différentes positions afin que la paix y règne', a déclaré M. Donko.

D'autres conférences de ce genre seront organisées au cours de l'année.

Lu sur le net !

Une incroyable histoire de sexe avec un marabout «descendant» d'El Hadj Omar Tall



Il se fait appeler El hadj Souleymane Tall, originaire à ses dires de Ségou, sans plus de précisions.

Il avait été recommandé par un collègue à El hadj Adama Diarra, un riche commerçant de céréales du grand marché, domicilié à Niamakoro courani, un quartier riverain de Kalaban coro, à la périphérie du district.

A la suite des événements, M. Diarra avait vu beaucoup de ses magasins vandalisés et il avait perdu de fortes sommes d'argent. Sur conseil d'un collègue, il avait sollicité celui qui se dit descendant d'El hadj Oumar Tall pour l'aider au moyen de sa science, à rebondir. Nous sommes nombreux à croire que le marabout peut tout faire.

En février dernier, Souleymane débarque au domicile de son hôte. Une chambre lui est affectée. Très vite, la nouvelle a fait le tour du quartier et au-delà.

La famille Diarra ne désemplit plus, chaque jour, des nécessaires arrivent pour chercher une solution à leurs affaires et chaque jour, il est exécuté des sacrifices de volailles, de petits ruminants et souvent de bœuf. Korotoumou Diarra, la fille aînée de la famille était détachée pour s'occuper des repas spéciaux du marabout.

Si elle ne fait pas griller des brochettes, elle fait de la soupe pour le marabout de son père. En retour, ce dernier lui faisait cadeau des tissus que lui donnaient ses clients et lui donnait aussi de l'argent. Nul ne se doutait que le marabout vivait avec Korotoumou en cachette.

En fin mai, sa mère frappée par sa familiarité assez prononcée avec le marabout l'a interpellée pour en savoir plus, mais elle a nié. Or, il y avait pire car, elle était enceinte. Dans la journée de vendredi 13 juin dernier, quand elle a donné l'impression de sortir ses intestins à la suite d'un vomissement interminable, sa mère l'a interpellée à nouveau pour menacer de la conduire dès le lendemain chez une gynécologue pour faire la lumière.

Korotoumou a informé El hadj Tall de la situation et de ce que sa mère veut faire dès le lendemain. Tôt le samedi matin, la chambre du marabout était vide. Il avait quitté pendant la nuit, sans laisser de traces. Personne n'avait rien compris.

Mais quand la visite médicale a confirmé que Korotoumou était enceinte de plus d'un mois et qu'elle a été mise en demeure de dire qui est l'auteur de sa grossesse, alors, le commerçant a compris la raison de la fuite de son marabout.

S'il n'est pas pour le moment redevenu riche comme avant, El hadj Adama Diarra sera bientôt grand père.

Source: Maliactu.net

HISTOIRES DROLES

L'aveugle

Un aveugle ne pouvant lire au restaurant, a trouvé une façon très particulière, pour connaître le menu du jour.

il demande au gérant 3 cuillères déjà utilisés mais non lavés et quand le gérant le lui apporte, l'aveugle sent les cuillères et détermine les plats

1er soupe de cabri au piment

2 sauce arachide avec malohousou

3 sauce graine escargot et placali

Il passe sa commande selon son besoin et il en n'est ainsi 7 jours de suite.

Le 8ème jour, le gérant dit à sa femme: " Monique prend 3 cuillères et frotte les sur ta petite culotte, on verra ce que ce connard fera comme commande aujourd'hui " ... Monique le fait et l'aveugle après avoir senti s'écrie: "

aaaaaaaaaaaaah c'est ici que Monique travaille!!!!!!

Méditons ... !

.Agis par une décision qui fait de ton action l'œuvre de ton âme. Il y a dans l'action, qui est le prolongement d'une décision de l'âme, l'affirmation d'un orgueil nécessaire, l'expression d'une volonté. Orgueil et volonté sont des vertus dès lors qu'elles sont au service de l'Humain. L'orgueil et la volonté sont la condition d'une réaction à la

dépendance. Agis pour être fier de toi : la fierté, dès lors qu'elle est au service de l'Humain, n'est pas à rejeter, au contraire. Tu dois affirmer avec force ta fierté de ne pas accepter la dégradation ou la dissolution de ta personnalité.

Martin GRAY

PHARMACIES DE GARDE DU 05/02/2018 au 12/02/2018

BEL AIR Non loin de RAMCO et de l'hôtel Palm Beach 22 21 03 21	*EPIPHANIA* Rue de La Pampa, Carrefour AGBEMADON, ADIDOGOME 23 20 10 52
BOULEVARD Bd. Du 13 Janv. Doulassamé 22 21 65 49	*CONSEIL* Carrefour du CEG Sagbado Logote 23 21 56 53
DES APÔTRES Akodessewa Face ETOCOTRAN 22 27 11 98	*DU POINT E* 506, rue 129 Aflao Gakli (Kiniti Gomè), à Djidjolé dans le von de la pharmacie Djidjolé 22 51 91 71
BIOVA Bd. Houphet Boigny 22 34 50 93	*LE GALIEN* Rue Pavée d'Adidoadin 22 51 71 71
OCAM Rue de l'ENTENTE 22 21 62 05	*VIGUEUR* Rue 267,AGBALEPEDOGAN, Kilimandjaro 22 51 63 30
HORIZON 165, boulevard du 13 janvier Nyékonakpoè. Face Sapeurs-Pompiers à côté de l'immeuble A.AC 22 20 42 42	*St JOSEPH* Bretelle BE KLIKAME 22 25 74 65
PATIENCE Tokoin Gbadago 22 21 60 94	*NABINE* Sise à Agoè Anomé dit Plateau (Route du Bar Plateau) 23 21 66 15
LUMEN Route de Kpalimé près Togo boisson Cassablanca 23 38 68 36	*VOLONTAS Dei* Quartier Avédji, Carrefour "SUN CITY", face à l'ancien bar Sun City 22 36 00 95
JUSTINE 291, Bd des Armées - Tokoin Habitat 22 21 00 01	*VITAFLORE* Sise à Agoè Vakposito à 100 m de la station Shell Agoè Vakposito 22 19 22 86
PROSPERITE Située sur le Bd Eyadéma entre l'immeuble AUBA et la Direction de la Police Judiciaire (DPJ) 23 38 84 25	*St ESPRIT* Sur la bretelle Agoè-Nyivé Kégué, Face au CEG Agoè-Est 22 40 29 06
PEUPLE Marché NUKAFU 22 26 84 22	*St MICHEL* Située à Agoenyivé entre la Brasserie BB et l'espace Télécom 22 51 70 22
LE JOURDAIN Boulevard Léopold Sédar SENGHOR, face au CEG Tokoin Wuiti 22 61 56 14	*EXCELLENCE* Agoe Demakpoe Voie CEDEAO 22 51 77 87
BAH Face EPP Hedzranawé 22 26 03 20	*MAINA* Agoè Assiyéyé, axe Zanguéra à 300 mètres du Carrefour bleu 22 33 65 34
St PIERRE Sagboville Hedzranawe. Boulevard Haho 22 26 19 73	*ABRAHAM* Agoè-Logopé Kossigan 22 50 10 00
MAWULE Bè-Kpota (Anc. Pharmacie du Rond Point Gakpoto) 22 27 11 21	*BAGUIDA* M Face CMS de Baguida 22 35 47 77
MAËLYS 1688, Bd Malfakassa - Bè Kpota en Face de NETADI 22 27 60 19	*AVEPOZO* A côté de la place publique d'avepozo 22 27 04 86
CITE Bd. du 30 Août 22 25 01 25	
BESDA Adidogomé-Aménopé, Route de Kpalimé 22 51 05 29	

BPEC désormais aux mains de Sunu-Investment Holding

LES RAISONS D'UN RACHAT

POSSIBILITÉ QUE LA BANQUE DÉGAGE UN RÉSULTAT POSITIF POUR LE COMPTE DE L'ANNÉE 2017

Dans un arrêté en date du 2 février 2018, le ministre de l'Economie et des Finances du Togo, Sani Yaya, autorisait la modification de la structure de l'actionariat de la Banque Populaire pour l'Épargne et le Crédit (BPEC), induite par l'entrée dans le capital de la banque à hauteur de 58,1% de SUNU Investment Holding (SIH), une filiale du groupe SUNU. L'arrêté du ministre précisait en outre ce que sera désormais la structure détaillée du capital social de la BPEC. Ainsi, SUNU Investment Holding, a pour capital social 58,1%, Afric Invest Financial Sector 19,5%, Cauris Croissance 7,6%, Etat togolais 4,7%, Orabank Togo 2,4% et Autres institutions et divers autres actionnaires privés 7,7%. Par ces chiffres, SUNU Investment Holding actionnaire principal rachète la BPEC et a la responsabilité de renforcer ses fonds propres, comme le stipule l'arrêté du ministre, « afin de lui permettre de soutenir le développement des établissements sous son contrôle, notamment la BPEC et d'assurer, dans les meilleures conditions, son rôle de compagnie financière holding ».

Mais aujourd'hui, la question que se posent bon nombre d'observateurs et la plupart des togolais, est : le pourquoi cet acte ? Autrement, les raisons qui ont conduit l'Etat togolais à procéder à une telle opération pour une banque qui a fait ses preuves dans les années 60-70 ?

Il va sans dire que l'ancienne Caisse d'Épargne du Togo (CET) créée en 1960 et qui s'est transformée en 2008 en Banque Populaire pour l'Épargne et le Crédit (BPEC) avec la bénédiction de l'Etat togolais, n'a pas échappé au fil des années qui vont suivre cette transformation, à une mauvaise gestion des premiers responsables. Conséquence, la banque a évolué de faillite en faillite. Il suffit qu'à voir les résultats des années 2012, 2013, 2014, 2015, puis 2016, résultats disponibles et vérifiables au sein des structures de notre pays mis en place à cet effet, pour s'en convaincre.

En effet, durant ces années précitées, la BPEC avait comme résultats respectifs - 5 milliards fcfa, + 5 millions fcfa, - 509 millions fcfa, - 1, 948 milliards fcfa et - 3 milliards fcfa. Des chiffres très inquiétants et qui appellent à la responsabilité et à une prise de conscience, car il y a danger.



« Ce sont les résultats qui ne peuvent laisser en aucune manière indifférents tout dirigeant ou tout actionnaire responsable, et nous courrions directement vers un mûr », a confié un cadre de la banque qui s'étonne en outre de la tournure que prend la situation de la banque et qui tend à porter la responsabilité à la gestion actuelle.

« Les responsables actuelles sont venus retrouver une situation déjà pourrie », poursuit le cadre en question qui dit être fier de la réaction de l'Etat togolais de faire racheter la banque.

« Ce sont plutôt les responsables actuels qui ont travaillé pour favoriser un tel rachat pour notre bien et le bien des employés de la banque. Aujourd'hui, les employés peuvent être rassurés qu'ils ne perdront pas leurs emplois », renchérit-il. Des déclarations confortées par les informations que nous avons eues au cours de nos investigations que nous menons depuis plusieurs semaines aussi bien au niveau du ministère des finances qu'au sein de la banque.

Selon les chiffres liés à une évaluation sur le coût du risque, (provisions aux mauvais crédits - les récupérations), il ressort ce qui suit : - 5, 6 milliards fcfa en 2012, - 149 millions fcfa en 2013, - 659 millions fcfa en 2014, - 1, 161 milliards fcfa en 2015 et - 2, 792 milliards fcfa en 2016, soit un total de -10 milliards fcfa sur 5 ans.

Eu égard à ce qui précède, il était plus judicieux de trouver un investisseur pour sauver la

banque, d'où la décision prise par l'assemblée générale des actionnaires le 15 juillet dernier pour autoriser l'entrée de SUNU après avoir pris connaissance des résultats de - 3 milliards fcfa.

Comme on le voit si bien, depuis 2015, la BPEC n'était plus qu'une banque virtuelle, qui n'existait que de nom.

« La nouvelle gérance intervenue il y a seulement un an ne doit porter la responsabilité de ce qui arrive à la BPEC, de grâce », nous a confié un autre jeune cadre qui s'étonne du montant d'à peine 80 000 fcfa attribué aux chauffeurs, alors qu'« il y a des chauffeurs dans la boîte, qui gagnent près de 250 000 fcfa par mois ».

« Vous devriez aller aux informations, messieurs les journalistes, partout ailleurs, même au niveau du tribunal vous pouvez avoir les informations qu'il faut nous concernant, puisqu'on dépose nos bilans là-bas », indique-t-il.

Dans nos investigations, il ressort que, c'est en avril 2016, suite à un contrôle de la commission bancaire, qu'il a été relevé qu'en 2015, les fonds propres étaient de - 7, 5 milliards. A ce chiffre est venu s'ajouter celui relatif à la perte en 2016 qui est de l'ordre de 3 milliards fcfa. En ce moment les responsables de l'actuelle direction n'étaient pas encore là.

D'après notre interlocuteur qui est cadre ancien de la banque, le redressement actuel ne plait pas à certains cadres et autres responsables d'un certain Syndicat dans la banque. Ces personnes,

dit-il, veulent continuer par jouir des privilèges en profitant de la gestion approximative qu'il y avait il ya deux ou trois ans. D'où leur souhait, de voir la banque sous administration provisoire.

« C'est à croire à peine que ces personnes qui redoutent une privatisation de la structure sont vraiment des cadres bancaires et ont effectivement reçu la formation requise. Je me demande pourquoi ont-ils peur ? », laisse entendre un autre jeune cadre qui nous rappelle le mandat d'arrêt lancé à l'encontre d'un ancien DG qui a détourné environ 7 milliards fcfa, en 2012 et dont plusieurs cadres de la banque qui s'étaient reconnus complices ont été virés.

En tout état de cause, nos investigations nous ont permis de voir claire dans le fonctionnement de la BPEC depuis 2012, et nous avons eu l'attestation que l'institution du fait de l'implication de l'Etat, est assujettie à la Cour des Comptes, qui est au courant des informations fournies au cours des Assemblées Générales.

L'actuelle gérance qui implique le directeur général, Lassus- Lalanne ne saurait porter la responsabilité des faits produits il y a 5 ans et dont les effets courent à ce jour. Autrement, c'est considérer SUNU et les autorités comme étant des irresponsables. D'ailleurs, d'après des sources bien informées, la banque pourrait faire des bénéfices pour l'année 2017.

Promouvoir la paix à travers le football LA DIASPORA TOGOLAISE RÉSIDENT AU USA LANCE LE TOURNOI DU 5 FÉVRIER

Il y a de cela 13 ans le chef de l'Etat Gnassingbé Eyadéma disparaissait. Homme de paix et de dialogue qu'il était, il a laissé ces deux vertus, qui sont un héritage que bon nombre de togolais et particulièrement les togolais de la diaspora ne peu s'en passer. C'est pour continuer à reprendre ces vertus que le peuple togolais a d'ailleurs besoin en ces moments de tension politique que le Réseau - Diaspora, force de développement du Togo a décidé d'organiser un gala de football à dénommé « Tournoi du 5 février ». Une manière pour cette diaspora de contribuer non seulement au vivre ensemble mais au développement du pays, car, «lorsqu'il y a la paix, on peut tout faire », dixit Déni Kodjo Koudoagbo, président du réseau.

C'est au cours d'une conférence de presse tenue à Lomé la semaine dernière que les responsables du réseau ont dévoilé le programme de la manifestation sportive qu'ils prévoit pour le samedi 10 février prochain. Le Général Eaydema continue de nous inspirer, de nous guider par sa vision de la paix et de la concorde nationale, valeurs indispensables pour tout développement », a laissé entendre M. Denis pour lui, « Le tournoi est un

événement que la Diaspora positive veut créer avec la jeunesse pour entretenir la flamme de la Paix, valeur héritée du Père de la Nation, grand artisan de la Paix au Togo et à travers l'Afrique », a-t-il ajouté.

C'est un tournoi qui va regrouper 4 équipes sélectionnées dans les quartiers de la nouvelle préfecture d'Agoényivé. Il va consister pour cette première édition à doter les différentes équipes participantes de coupes. La coupe a été dénommé « Coupe de la Paix ». Plusieurs enveloppes et autres équipements sportifs seront également distribués.

Issus essentiellement de la Diaspora togolaise aux USA, en Italie, en France, en Belgique, en Allemagne, au Sénégal et au Maroc, les membres du Réseau - Diaspora, force de développement du Togo affichent leur soutien au gouvernement togolais et souhaitent multiplier, comme ce Tournoi du 5 février, les initiatives citoyennes pour l'émergence du Togo.

L'initiative a reçu le soutien des chefs traditionnels qui ont tenu à être présent à la cérémonie de lancement.

La rédaction

Micro entreprises traditionnelles 305 MUTUALISTES REÇOIVENT LEUR ATTESTATION DE FIN DE FORMATION

Du 6 décembre 2017 au 3 février 2018, plusieurs mutualistes ont été formés sur toute l'étendue du territoire. L'initiative qui est de la Délégation à l'Organisation du Secteur Informel (DOSI), vise à doter à ces différents mutualistes, les outils nécessaires à leur bonne organisation dans leur domaine respectif. Au total, ce sont 305 mutualistes qui ont été formés et dont les attestations leur ont été remises, le samedi 03 février 2018, au cours d'une cérémonie officielle, tenue à Lomé.

C'est une formation qui s'inscrit dans la le mécanisme d'accompagnement des micro-entreprises traditionnelles en vue de leur promotion et surtout de leur mutation vers les PME-PMI. C'est aussi, une manière pour les gouvernants de favoriser la contribution de ces micro-entreprises traditionnelles, à l'accroissement des recettes fiscales et donc au développement.

Pour Justin Nicolas, le directeur général par intérim de la DOSI, il s'agit d'une formation de mise à niveau. Pour lui, les micro-entreprises traditionnelles, jouent un rôle important dans la lutte contre la pauvreté, et il suffit de les organiser à mieux faire. Il a invité tous les mutualistes formés à mettre en pratique les acquis de la formation et d'en faire profiter à leurs pairs pour le



bien de tous.

« Mon espérance est de voir naître dans un proche avenir, 305 PME PMI prospères, consacrant, d'une part, l'épanouissement de leurs promoteurs, et d'autres part, impliquant une contribution substantielle à l'augmentation des recettes publiques. » a ajouté pour sa part le coordonnateur de PAMOCI, M. Ogbone Oniankitan.

M. SANVY, formateur, s'est dit persuadé que les récipiendaires à travers cette formation répondront valablement aux attentes des organisateurs.

Germain POULI, président du conseil d'administration de la Mutuelle des Artistes et Journalistes(MUAJ), également participants à la formation, s'est réjoui de cet apprentissage qui est un grand plus, qui permettra d'envisager les choses autrement.

Edith



Togotelecom

COMMUNIQUÉ

LE GROUPE TOGOTELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QU'ELLE POURRA DESORMAIS PAYER SES FACTURES TELEPHONIQUES ET INTERNET VIA LE SERVICE TMONEY. POUR PAYER LES FACTURES VIA TMONEY, LE CLIENT A DEUX OPTIONS:

1- PAYEZ SA PROPRE FACTURE EN TAPANT LE CODE *145*6*3*2*1#

2- PAYEZ LA FACTURE D'UN TIERS EN TAPANT LE CODE *145*6*3*2*2#

POUR EFFECTUER L'OPERATION VIA TMONEY, LE CLIENT DOIT SE SERVIR DE SON NUMERO DE COMPTE DE FACTURATION INSCRIT DANS L'ANGLE SUPERIEUR DROIT DE LA FACTURE TELEPHONIQUE IMPRIMEE.

POUR TOUT RENSEIGNEMENT, APPELEZ LE 119 OU LE 22 00 01 19!

TOGOTELECOM VOUS REMERCIE POUR VOTRE FIDÉLITÉ.

LA DIRECTION GÉNÉRALE



PARTICIPEZ au JEU en Envoyant votre
NUMÉR  **WhatsApp, ville, sexe, âge**

au **911***

EX : 90000000, Bassar, M, 27 au 911

Après votre inscription vous êtes intégrés à
 un groupe WhatsApp administré par Togocel

**et faites partie
 des GAGNANTS**

● **Meilleures histoires
 d'amour ou d'amitié
 (Poèmes d'amour, Photos/vidéos)**

*Inscription par sms: 50FCFA



LE LEADER

service client : 888

www.facebook.com/Togocel

www.twitter.com/togocel

www.togocel.tg

certifiée ISO 9001 : 2015 et ISO 14001 : 2015

